

L'AVANT-GARDE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE)

REDACTION, ADMINISTRATION :
46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris
ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR.

De Dunkerque à Casablanca, un cri unanime : LANIEL DÉMISSION !!

DEUX POUVOIRS

M. LANIEL, mieux connu jusqu' alors comme gros patron que comme parlementaire, avait reçu l'investiture pour un ministère de vacances, facile à renverser à la rentrée de l'Assemblée. Sa mission était de mettre à profit la période de congés pour réaliser deux mauvais coups : les décrets-lois et la déposition du sultan du Maroc.

La grève générale a éclaté comme un coup de tonnerre dans le ciel d'août, à la surprise du gouvernement et des directions ouvrières.

Gagnant sans cesse en nombre, en puissance, en unité et en conscience, la grève générale se constituait en quelques jours comme une force gigantesque, entraînant les cadres élevés, gagnant la sympathie des classes moyennes, frappant de stupeur et de paralysie l'appareil de

trahison signé par F.O. et la C.F.T.C. Ils veulent finir. Ils veulent chasser Laniel-décrets-lois ! Ceci mesure la puissance d'AOÛT 1953.

Que manque-t-il au mouvement, à cette impressionnante REVOLUTION EN MARCHÉ, pour triompher ? Rien d'autre qu'une DIRECTION REVOLUTIONNAIRE !

A chaque étape, chaque jour, elle a dû pousser, bouculser des directions couraides, dont l'objectif suprême est d'être reçues par M. le président Laniel. Leur attitude n'est pas celle de chefs d'une classe ouvrière dressée dans toute sa force, mais d'intermédiaires paniquards cherchant à faire admettre au gouvernement des concessions minimes qui leur permettent de liquider rapidement ce mouvement qui les submerge.

Quel que soit le résultat des manœuvres, des millions de travailleurs auront senti :

- la puissance invincible de l'unité ;
- la faiblesse de l'ennemi de classe ;
- la nécessité d'une direction unique : le comité central de grève ;
- l'impossibilité de rien régler sans s'attaquer au gouvernement bourgeois pour le remplacer par un gouvernement contrôlé par les travailleurs, à leur service.

Le moyen de l'imposer existe aujourd'hui, à portée de la main : Un comité national d'action des partis ouvriers et des syndicats porté par la grève générale, pourrait, sans coup férir, devenir le pouvoir officiel.

Le seul obstacle, c'est la couraïdisse petite-bourgeoise, l'esprit de collaboration de classe des dirigeants. Il faudra les convaincre ou les submerger.

Mais, par-dessus tout, une idée vient d'être conquise par l'expérience : la grève générale n'atteint ses buts si elle reste un simple arrêt de travail : elle doit s'organiser, sortir des entreprises, gagner la rue, s'emparer du pouvoir !

M. B.

Un des journaux de Grand Capital « Paris-Press » notait le 19 août 1953 : « Si le secteur privé suit le mot d'ordre syndical, l'esprit de Monsieur Laniel de faire mourir la grève va être sérieusement compromis ». Cette appréciation modérée ne traduit que faiblement les conditions dans lesquelles le Gouvernement Laniel affronte la plus formidable vague de grèves que le pays ait connue.

L'appareil d'Etat de la bourgeoisie française est frappé depuis le 4 août par une paralysie grandissante. De multiples exemples le démontrent amplement. Postes, Télégraphes et téléphones, Chemins de fer et transports ne fonctionnent plus. Mais plus grave encore est pour la bourgeoisie, le fait que toute une partie des plus hauts fonctionnaires dans les P.T.T. et les cheminots ont, soit refusé d'obéir aux ordres de réquisition, soit délibé-

rement freiné, dans la mesure de leurs possibilités, la mise en place du système répressif de M. Laniel. Même la police, emprisonnée par l'ampleur de la grève générale, ne représente pas l'instrument répressif dont M. Laniel a besoin pour combattre la classe ouvrière.

Les soldats, chargés de remplacer les grévistes, sont lassés des conditions dans lesquelles ils travaillent. En un mot, ce gouvernement qui parle le langage de force, n'est plus qu'un cadre verrouillé, que les masses en lutte peuvent aisément effondrer.

Une question se pose : Pourquoi, malgré la Grève Générale, malgré la sympathie active des classes moyennes, malgré la combativité extraordinaire de la masse des grévistes, le Gouvernement Laniel tient-il encore ? La réponse à cette question, doit être recherchée dans la politique et les objectifs des grandes organisations officielles.

Celles-ci, tant FO que la CGT, tant le Parti Socialiste que le PCF, ont été surprises par la spontanéité, l'ampleur du mouvement, qui les a poussées malgré elles à la direction de l'action. On ne saurait assez insister sur le fait que les Postiers de Bordeaux ont lancé l'ordre de Grève Générale avant de prendre avis de leurs Fédérations, que le mécanisme du déclenchement de la grève est identique partout ailleurs, que les cheminots, ou à la RATP ou chez Renault.

La Grève Générale est effective depuis deux semaines, mais les organisations syndicales n'ont donné officiellement aucun ordre de Grève Générale sur le plan confédéral. La CGT et FO se sont efforcées, au contraire, de la compartimenter, par entreprises, industries, corporations, et dans le temps : 24 heures ici, illimitée là, 48 heures ailleurs, etc.

Cette confusion voulue, traduit avant tout la grande des problèmes que soulève la Grève Générale. Les objectifs des grandes organisations syndicales et politiques, sont uniquement parlementaires. S'il est correct d'exiger la convocation du Parlement, pour mettre publiquement le Gouvernement en accusation, c'est faire preuve de plus profond crétinisme parlementaire, que d'estimer que la Grève Générale puisse limiter son objectif et apporter sa solution aux grandes questions qui agitent le pays dans le cadre de l'Assemblée Nationale. Le Parlement a voté l'investiture et les pleins pouvoirs à Laniel. Il peut renverser Laniel, mais ce que ferait ensuite un nouveau Gouvernement bourgeois centre-gauche ne résoudrait rien de bon à la classe ouvrière. L'expérience depuis 1936 démontre que dans le cadre du système capitaliste, ce que la bourgeoisie est capable de donner d'une main, elle le reprend au centuple de l'autre par la hausse des prix et toutes autres mesures. Le Gouvernement Buisson ou le Gouvernement de Gaulle, dans lequel siègent les ministres communistes n'ont pu résoudre les problèmes de la classe ouvrière.

Pierre LAMBERT.
(Suite page 4.)



LES COUPS DE BOUTOIR DES MASSES ébranlent la machine de guerre impérialiste

NOUS devons tous comprendre que la puissante levée des prolétaires français, n'est pas un phénomène enfermé dans les limites du pays, mais la forme nationale d'une montée nouvelle du prolétariat européen qui, quelle que soit son évolution immédiate, met à mal les plans de guerre des impérialistes, tend la main à la révolution asiatique, amorce la lutte finale qui écrasera à jamais la société de classe.

Dans l'immédiat, cette montée renversera chez nous Laniel et son bloc de centre droit ; en Italie, elle a renversé Gaspari ; en Allemagne, demain, Adenauer, qui paraissait hier encore le pilier et la tête dominante de la « Communauté européenne de défense », risque fort d'être renversé à son tour et avec lui l'organisation de la coalition atlantique.

Les journées insurrectionnelles de l'Allemagne de l'Est, dont à si grande crise la réaction mondiale, et allemande en particulier, est comme d'un acquiescement à sa politique, ont, en fait, reçu l'écho amplifié de la volonté d'unité des Allemands de l'Ouest. C'est sous le signe de l'unité pacifique que se feront les élections allemandes, et les « atlantistes » paieront leur bellissime comme la bureaucratie stalinienne a commencé à payer son isolationnisme allemand.

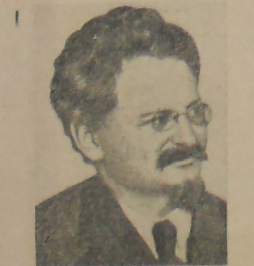
Dans ce bouleversement des forces entre la bourgeoisie européenne et les masses, les liens de la communauté atlantique se défont. L'impérialisme américain voit venir s'évanouir aujourd'hui ses derniers espoirs de transformer l'Europe en bastion de sa guerre contre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires.

Dans le même temps, les U.S.A. ont subi en Asie un échec, qu'ils ne veulent que provisoire. C'est en dépit de ses désirs et de ses intérêts que

l'impérialisme américain a dû signer l'armistice en Corée. Ainsi se sont clos trois ans de massacres pour endiguer le flot de la révolution asiatique.

Comme nous l'avons montré déjà M. LEQUENNE.
(Suite page 3.)

l'impérialisme américain a dû signer l'armistice en Corée. Ainsi se sont clos trois ans de massacres pour endiguer le flot de la révolution asiatique. Comme nous l'avons montré déjà M. LEQUENNE. (Suite page 3.)



A SON POSTE DE COMBAT, il y a treize ans, Léon TROTSKY tombait
(Lire notre article en page 2.)

LA SECONDE GUERRE DE M. BIDAULT

Monsieur Bidault peut être satisfait ; il est sûr que son nom passera à la postérité. D'avoir couvert en 1945 l'expédition de reconquête de l'Indochine ne lui suffisait pas. Il lui fallait de nouveaux lauriers, il lui fallait une seconde guerre. Tous les esprits lui sont permis, le Maroc est à point.

Avec la complicité de Laniel, dont on sait qu'il a de confortables intérêts au Maroc ; avec la complicité d'Anriol qui refusait, il y a peu de jours, de recevoir un message du Sultan parce qu'il n'était pas transmis « dans les formes » ; avec la complicité à peine honteuse des « libéraux » Edgar Faure et Mitterrand, Bidault a couvert les ordres de Juin, qui rêvent de tenir l'Afrique du Nord pour renouveler l'aventure de France. Les exécutants ? Boniface, contrôleur civil de Casablanca, responsable et organisateur des massacres de décembre ; Le Glaoui, le vieux chéouf de Marrakech, tenancier de bordels et

(Suite page 4.)

Forte poussée des Postiers sur les directions syndicales

ceux qui s'étonnent qu'une coroporation plutôt paisible s'engage dans une telle lutte ; spontanée, générale, totale, il convient de répondre que depuis près d'un an une situation mûrit dans les P.T.T. ; situation d'ailleurs non particulière, qu'il faut placer dans le cadre de toute la classe ouvrière.

En bref, le mouvement qui avait mobilisé les postiers pour l'obtention de la prime de fin d'année, ne s'était dénoué ni dans un sens ni dans un autre. La succession du R.P.F. Ferri à Duchet ne présageait rien de bon. L'annonce des décrets de l'équipe Laniel-Reynaud-Ferri fut l'huile jetée sur un feu qui couvait.

Face aux désirs, les syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.N.S.A. n'avaient organisé qu'une journée de protestation, le 4 août. Mais les postiers de Bordeaux dépassent cet objectif en décrétant la grève générale illimitée. Plusieurs autres centres dont Marseille — avec lesquels Bordeaux

entre en communication, débrayent spontanément. C'est alors que F.O., touchée à vif par les décrets, lance l'ordre de grève illimitée dans les P.T.T., suivie respectivement par la C.F.T.C. et le F.N.S.A. et plus tard par la F.P.-C.G.T.

Non seulement la généralisation de cette grève est formidablement puissante, mais elle donne au mouvement un caractère de lutte qu'à des mouvements partiels, de harcèlement, de défection, etc., — mais encore les postiers imposent la condition de leur succès, le front unique des syndicats. Le 6 août, au meeting organisé par la P.S.-F.O. ils obligent Mourguès à admettre Frischmann à la tribune. Les quatre orateurs parlent sans acrimonie. Portes de la F.N.S.A., souligne les possibilités ainsi évidentes pour la réunification syndicale.

G. MOUGARD.
(Suite page 4.)

Le Parti dans la lutte

Consécutif de l'importance du gigantesque combat politique engagé par la classe ouvrière française, le Parti Communiste Internationaliste mobilise toutes ses forces pour la participation à la lutte et son soutien.

Les militants trotskystes de la R.A.T.P., des cheminots, de la métallurgie, consacrent toute leur activité à l'impulsion, à l'orientation, à la généralisation du mouvement.

Chaque soir, des réunions de travail intense rassemblent les militants des corporations en ordre et les camarades présents à Paris.

Le bilan de la journée est dressé, l'analyse de la situation et des développements de la bataille est faite, la tactique est mise au point, les directives sont tracées.

Ces tracts qui expriment avec une netteté absolue les revendications politiques des travailleurs dressés sont accueillis favorablement par les grévistes et diffusés spontanément par eux.

Ainsi, notre Parti apparaît comme la seule direction révolutionnaire armée d'un programme vérifié avec éclat dans la lutte.

Dans les prochains jours, une brochure de nos camarades LAMBERT et ELIÉRIU va être éditée. Elle tirera les premiers enseignements d'un mouvement qui entrera dans l'histoire du prolétariat français et mondial sous le nom d'AOÛT 1953.

Dès à présent passez vos commandes à la S.P.E.L.

Demandez les dernières publications de la

S.P.E.L.

- Dix Thèses sur le stalinisme, adoptées par le VII^e Congrès National du P.C.I. 60 frs
 - Léon Trotsky, Stalinisme et Bolchévisme 30 frs
- Réimpression de l'ouvrage introuvable de Léon TROTSKY :

La Révolution permanente

1^{er} fascicule : 200 frs

Ton journal «La Vérité»

DEPUIS le 4 août, les Trotskystes sont engagés dans tous les secteurs de la grève générale, dans les P.T.T., la R.A.T.P., chez les employés et les cheminots, chez les fonctionnaires et chez Renault. Dans ce mouvement s'est vérifiée, non sur un plan théorique mais dans la pratique et dans l'action, la justesse du programme élaboré par Trotsky.

Le numéro spécial de LA VÉRITÉ, dans les secteurs en grève et dans les quartiers ouvriers, a reçu l'accueil le plus chaleureux. Dans cette grande lutte révolutionnaire engagée par le prolétariat français, s'est à nouveau vérifiée l'importance capitale de la direction révolutionnaire. De 1945 au 4 août 1953, à travers des hauts et des bas, la classe ouvrière est montée vers la grève générale.

A partir du 4 août 1953, la classe ouvrière a, en poussant ses directions officielles (P.S., P.C.F., C.G.T., F.O., etc.), réalisé la grève générale. Une nouvelle étape commence, celle de la lutte politique des masses, dont l'objectif est la prise du pouvoir, le combat contre l'Etat bourgeois. C'est sur cette base, avec l'expérience acquise par la classe ouvrière, par les militants ouvriers de toutes tendances que se poseront les termes des combats dans cette nouvelle période, dont il est cependant impossible de fixer et la durée et les formes.

Dans cette situation et dans la mesure même où de nouveaux rapports commencent à se créer entre la classe ouvrière, les militants du P.C.F., du P.S. et les Trotskystes, la sortie régulière, le renforcement de la vente deviennent une tâche impérieuse qui ne repose plus seulement sur les militants et sympathisants de notre parti, mais également sur les militants du P.C.F. et du P.S., sur les syndiqués de toutes tendances.

La voix du Trotskysme s'identifie avec les besoins généraux et particuliers de toute la classe ouvrière.

Acheter LA VÉRITÉ,
S'abonner à LA VÉRITÉ,
Diffuser LA VÉRITÉ,

devient le devoir de tous.

E. L.

LA VÉRITÉ offre à ses lecteurs une formule d'abonnement achat particulièrement intéressante :

Pour 1.000 francs seulement : 1^{er} abonnement d'un an à LA VÉRITÉ, plus une prime comprenant : 1^{er} l'exemplaire du « Stalinisme » de Léon Trotsky (le plus actuel des ouvrages, la seule biographie scientifique de l'homme du Thermidor russe) ; 2^e, au choix : 1 exemplaire de l'édition en un volume de « Ma Vie » de Trotsky, ou un exemplaire de la « Conception matérialiste de la question juive » de A. Léon, ou trois des brochures suivantes : Wilny ; « L'Avenir de l'U.R.S.S. » ; Léon Trotsky ; « Stalinisme ou Bolchévisme » ; Léon Trotsky ; « Léon Sadov » ; « Dix thèses sur le Stalinisme » (7^e Congrès du P.C.I.).

Nos anciens abonnés pourront bénéficier du même avantage par le versement à notre C.C.P. d'un complément d'abonnement de 600 francs.

Envoyez-nous nos abonnements de soutien en masse, C.C.P. : S.P.E.L., 6032-01, PARIS, 46, rue de l'Arbre-Sec.

Quelques extraits de nos tracts

LA VÉRITÉ spéciale du 13 août (n° 318), a reproduit la lettre ouverte de notre Parti aux Bureaux Confédéraux de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., au Comité Directeur du Parti Socialiste, au Bureau Politique du P.C.F., ainsi qu'un extrait de notre tract du 11 août.

A Creil, les cheminots, les postiers, les métallos, les travailleurs de la Fonction Publique manifestent dans la rue aux cris de : « Bas Laniel ». Aussitôt, le 15 août nous diffusons un tract :

SUIVONS LEUR EXEMPLE :

A Creil, la grève générale s'est organisée, elle a constitué sa direction unique : LE COMITÉ CENTRAL DE GREVE.

Vendredi 14 août, ils défilent sur 3 kilomètres, de Creil à Montataire, le drapeau rouge des métallos en tête.

Les grévistes de Creil montrent le chemin de la victoire !

A BAS LANIEL ! LANIEL DEMISSION !

COMITE NATIONAL DE GREVE.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Le 18 août, les travailleurs de chez Renault rentrent de vacances ; nous les appelons à entrer dans la lutte :

TRAVAILLEURS DE CHEZ RENAULT.

4 millions de grévistes ont les yeux fixés sur vous.

Laniel depuis deux semaines défie la grève générale illimitée de la Fonction Publique, des travailleurs des Services Publics, de la R.A.T.P., des mineurs et du secteur privé, engagée dans l'unité.

Mais ERICSSON rentre de vacances, lundi 17 août débraye et les travailleurs de l'entreprise défilent dans les rues de Colombes.

La grève générale illimitée de la Métallurgie est effective à Nantes et dans de nombreux centres (Nord, sidérurgie, etc.)

Dans les Bouches-du-Rhône, les organisations syndicales ont donné l'ordre d'occupation des usines.

Laniel le gros patron n'est plus qualifié pour négocier avec les représentants de la classe ouvrière.

LANIEL DEMISSION !

Travailleurs de chez Renault, depuis deux semaines, des milliers de grévistes engagés dans la lutte attendent Renault. En les rejoignant dans la lutte, Renault peut arracher la victoire.

Aujourd'hui, Renault en grève, aux côtés des 4 millions de grévistes peut faire capituler Lefaucheur, abattre les décrets-lois, arracher la réévaluation générale des salaires, chasser Laniel.

Le 19 août, devant la dérobade des organisations syndicales Renault, nous prenons l'initiative de convoquer par tract une assemblée générale :

MERCREDI 19 AOÛT, DES LA PREMIERE HEURE

Comme S.K.F., Bernard Meters, Sipa et Ericsson qui viennent de rentrer de vacances et sont en grève, Renault débrayera et rejoindra la grève générale de 200.000 postiers, des 400.000 cheminots, de la R.A.T.P., des 4 millions de grévistes.

Renault en grève élira ses comités de grève de départements, constituera son COMITE CENTRAL DE GREVE, exigera l'unité d'action de toutes les organisations syndicales.

— midi et demi, Place Nationale, tous à l'assemblée générale pour

— Nos revendications,

— L'abrogation des décrets lois,

— Laniel démission.

Renault en grève tout de suite se mettant en tête de la grève générale, c'est la victoire rapide. Laniel décrets-lois sera chassé.

LES CELLULES RENAULT DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

POUR VAINCRE !

Comité Central de Grève, Comité National d'Action des Parisiens ouvriers et des Syndicats ouvriers

Pour imposer un gouvernement au service des travailleurs qui :

- Assurera des salaires décents ;
- Arrêtera la guerre d'Indochine ;
- Abolira le monstrueux budget de guerre imposé par le pacte atlantique ;
- Donnera du travail et du pain à tous par un plan de production sous contrôle ouvrier.

Juin 56 - Août

SI, au XIX^e siècle, le capitalisme a engendré une période de relative stabilité, l'époque impérialiste connaît les plus grands bouleversements politiques et économiques. Depuis que la Révolution d'Octobre a porté un coup mortel au capitalisme en instaurant la dictature du prolétariat et en détruisant la propriété privée des moyens de production, la bourgeoisie et le prolétariat s'affrontent dans un combat de chaque jour.

L'unité du monde, rendue possible par la création d'un marché mondial, et l'internationalisation de la lutte des classes rendent infiniment vulnérable l'impérialisme. Tout mouvement révolutionnaire en France mais aussi à Madagascar, au Viet-Nam ou au Maroc menace de détruire le capitalisme français.

Durant ces trois dernières décades, le prolétariat est poussé par les conditions objectives à essayer toujours et encore de s'emparer du pouvoir, le prolétariat tente de se hisser à la hauteur de ses tâches historiques alors que l'absence d'une direction révolutionnaire expérimentée condamne ces tentatives à l'échec.

Ce drame du prolétariat est particulièrement poignant en France. Par deux fois en 1936 et en 1944, la faiblesse de la bourgeoisie française permettait au prolétariat de la renverser, et par deux fois le mouvement révolutionnaire a été canalisé, émasculé et amené à capituler par la trahison des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière.

JUIN 56

L'unité d'action de la classe ouvrière mûrissait depuis le 12 février. Face au danger fasciste le prolétariat français reconstituait un front de classe qui aboutissait à la réunification syndicale en 1935.

Causée par l'abaissement constant du niveau de vie, la vague de grèves gagne tout le pays. La crainte de sabotages par des bandes fascistes pousse les grévistes à occuper les usines. Cette occupation d'usines instaure une dualité de pouvoirs : les comités de grève, les délégués élus se dressent face au patronat, attaquant à la propriété des moyens de production.

La chute du gouvernement Sarraut amène au pouvoir le Parti Socialiste et le Parti Radical, soutenus par le Parti Communiste, qui forment un Gouvernement de Front Populaire, sous la présidence de Léon Blum. Le mécanisme de la trahison est parfaitement au point. A l'aide de concessions qui nièrent de la structure du régime capitaliste, le Gouvernement du jour ne touchent en rien à la structure du régime capitaliste, le Gouvernement du Parti Communiste, s'appuyant sur le prestige de la Révolution d'Octobre et sa non-participation au Gouvernement Blum, renforce les illusions des masses dans le stalinisme.

C'est en jouant sur ces illusions que Maurice Thorez parfait la tâche du gouvernement en déclarant qu'il faut savoir finir une grève.

L'absence de direction révolutionnaire, qui a permis la canalisation du mouvement pour des fins qui n'étaient pas les siennes, ne permettra pas de démasquer le caractère contre-révolutionnaire de la direction stalinienne.

LEON TIROTSKY

Il y a treize ans que le pic de l'assassin de Staline, du guespéiste, le Mercader (Glas Jaksou-Moré) abattait Léon Trotsky, la plus haute figure de notre temps, le compagnon et l'égal de Lénine, le théoricien génial de la révolution permanente, chef de notre époque, le président du Soviet de Pétrograd en 1905, l'organisateur de la révolution d'Octobre, le monarque du sang de terre l'Armée Rouge et la mena sur tous les fronts à la victoire, celui qui ne capitula pas devant la réaction stalinienne et fut reconvoqué par la base la construction de la direction révolutionnaire après l'effondrement de la III^e Internationale.

En l'abattant, Staline croyait en finir une fois pour toutes avec la révolution et le bolchévisme. Il se décapita, mais la révolution a cent têtes et renaît de son sang versé.

En abattant Trotsky, Staline couronnait son œuvre maîtresse : les procès de Moscou, accusés d'espionnage étaient depuis la première heure, l'accusé principal et le centre accusateur révolutionnaire. Sur le corps de la Révolution d'Octobre, les bureaucrates croyaient avoir scidement leur pouvoir.

Troize ans ont passé et chaque année nous apporte la confirmation éclatante des perspectives de Léon Trotsky. Trotsky, mort, grandit à chaque pas que fait la révolution. Son assassin Staline est déjà tombé, sous les coups des siens, dans les convulsions de la caste criminelle du Kremlin. Il est tombé alors qu'il préparait de nouveaux procès de Moscou, plus gigantesques que les premiers, dans la crainte panique de son renversement par la marée révolutionnaire mondiale. Béria, première victime désignée des nouveaux procès, liquida Staline et tenta de sauver la bureaucratie sans organiser la terreur dans le pays. Mais en libérant les médecins accusés de terrorisme, Béria a démasqué la bureaucratie devant les grandes masses. Il a avoué le caractère de machinations monstrueuses des procès politiques staliniens. En démontant le procès de 1953, il ouvrait la voie à la revendication de révision des procès de 1935-38. Béria à son tour est tombé. Malenkov reprend l'œuvre de Staline où celui-ci l'avait laissée. Avec un scénario un peu modifié, Béria sera au banc des accusés. Dans ces sursauts sanglants, la bureaucratie agonise tandis que la révolution monte dans le monde.

Demain, la révolution politique des prolétaires russes, portera le mot d'ordre de révision des procès de Moscou.

Demain, nous verrons l'achèvement de la victoire de Léon Trotsky.

Dans ce journal, le sien, où en 36 il parla le langage de la révolution, nous célébrons l'anniversaire de sa mort héroïque au cours de la plus haute vague de combats que depuis lors avait

connu ce pays. C'est l'hommage qu'il est préférable, que nous saluons sa mémoire, en pleine lutte, en tenant fièrement levé son drapeau, le drapeau de la révolution prolétarienne mondiale.

MARC LAURENT

Il y a 9 ans, le 25 août, Marc LAURENT tombait, fauché par un obus tiré d'un char, à bent portant. Ainsi s'achevait dans le combat la vie du révolutionnaire qui consacra toutes ses forces, toute son intelligence à la lutte pour la révolution prolétarienne.



Communiste convaincu, Marc LAURENT comprit très tôt que la victoire du prolétariat contre l'impérialisme exigeait le combat contre le stalinisme, fossoyeur de la Révolution d'Octobre. Trotsky, de la première heure, fondateur de l'opposition de gauche, Marc LAURENT sut rester fidèle au programme Bolchevik-Léniniste, avant tout dans l'action.

Dans les périodes difficiles de la guerre et de l'occupation, Marc LAURENT dirigea la reconstruction du mouvement trotskyste, puis l'unification des trois groupes partisans de la IV^e Internationale.

Ce qui caractérise avant tout la personnalité révolutionnaire de Marc LAURENT, c'est le courage physique et moral. Il accepte le combat, partout et toujours, et au premier rang. Il accepte les risques et c'est pourquoi, il refusera de quitter la France, en septembre 1939.

Léon Trotsky, qui n'hésita pas à polémiquer avec certaines des positions politiques développées par Marc LAURENT, lui conserva jusqu'au bout une confiance qu'il exprimait ainsi en 1938, dans une lettre à « Mon ami en France » : « Marc LAURENT ; excellent camarade, simple et sensible, rien en Marc dénotait l'affectation, la pose qui, trop souvent dans les milieux révolutionnaires apparaît comme l'attitude du « militant de fer » et qui traduit en fait l'indécision, le manque de fermeté morale et politique.

Le Trotskysme, avec la mort de Marc LAURENT a beaucoup perdu : un organisateur de grande classe, un militant stable, un dirigeant.

LA LIBERATION

En Europe, la rupture de l'équilibre impérialiste a permis l'extension des luttes révolutionnaires par partisans armés qui l'ont fait le pouvoir établi soutenues par les armées nazies.

par E. LEJEU

L'agression nazie contre l'Union Soviétique, tariat mondial de défendre les conquêtes d'Octobre, masses dans les directions stalinienne.

Les partis communistes organisent la majorité composition prolétarienne et petite-bourgeoise, ou moins adoptant ouvertement une politique de collabos partagent la direction des mouvements.

La fuite des troupes nazies devant les armées de l'Est, le don d'Alger, les comités de libération, et supplient spontanément aux organismes traditionnels.

Pour tenir le mouvement populaire dans les dirigeants des partis ouvriers s'emparent du parti bourgeois de la Résistance.

En France, aux côtés de de Gaulle, le communiste Félix Gounn président un gouvernement qui permet à la bourgeoisie de mettre fin à la France, donné à Irvy, par Maurice Thorez, mains de l'armée régulière, liquide toute possibilité

La politique du « produire d'abord » permettra le pouvoir.

L'élimination des ministres stalinistes du G.P.C.F. dans l'opposition en lutte aux attaques de la droite hors de la vie politique.

La préparation de la guerre contre l'U.R.S.S. populaires par l'impérialisme, sous la direct bourgeoisie à attaquer de front la classe ouvrière.

La modification du rapport de forces des classes ne résulte pas d'une défaite du prolétariat ni d'un succès mais de l'absence de grandes luttes.

NOUVELLE ET

Le ministère Laniel, chargé d'affaires de la période de vacances pour lancer un train de vie de vos travailleurs, pensant que la classe

de tous les pays
CEYLAN VIET-NAM

LES TROTSKYSTES SONT
A L'AVANT-GARDE

Les derniers mesures du gouverne-
ment ont été le prix du riz
provoqué par là un soulèvement des
masses populaires.

Les trotskystes de Ceylan sont à
la tête du mouvement de grèves qui
déplore sur le pays et prennent en
maints endroits l'allure d'une insurrec-
tion armée.

IRAN

APRES MOSSADEGH :
PROLETARIAT OU FEODAUX ?

Mossadeh, le représentant de la
fraction de la bourgeoisie iranienne
anti-impérialiste, vient de clore la
série de victoires qu'il a remportées
sur l'impérialisme et les valets iraniens
des anglo-américains.

Après la fuite du roi, au moment
où se posait la question de procéder
à la république parlementaire de la
lutte de Mossadeh contre les
féodaux, un retournement dramati-
que remet le chah sur le trône, pré-
sente Mossadeh en prison et fait
monter les actions de l'Anglo-irani-
an Co.

Le moment de ce retournement n'est
pas fortuit. C'est celui de la fin de
la période parlementaire de la révo-
lution anti-impérialiste. Cette pé-
riode avait une nature et des lois pro-
pres. Entre les exploités et les exploi-
tés se trouvait la couche des médi-
ateurs, bourgeois radicaux, opposés
autant à l'impérialisme qu'à leurs
intéressés, qui au prolétariat qui
leurs intérêts, qui au prolétariat qui
la bourgeoisie anti-impérialiste est
une force numériquement négligeable,
sa seule force réside dans sa fonc-
tion d'arbitre qui penchait d'un côté
d'un autre pouvait, pendant une
période, décider des événements.

Au moment même où il triomphait
sur les partisans du Tondch, qui fu-
rent son soutien le plus efficace. Son
rôle de médiateur cessait parce qu'il
n'y avait plus de place pour la mé-
diation. Poursuivre la révolution anti-
impérialiste et anti-féodale, en la
transformant en révolution sociale,
était le seul moyen de la sauver.
Mossadeh, lié socialement à son rôle
de centriste bourgeois, devait céder
la place à l'une des forces fon-
damentales. Meins heureux que son
émule égyptien, dont cependant il
préfère le sort, il n'a pas su se met-
tre à la tête des masses, en répon-
dant à leurs aspirations et leur don-
nant des armes contre les offi-
ciers monarchistes. C'était sa der-
nière chance de salut. Il put, en
sa vie sa fidélité à l'ordre bourgeois.

Le centre écroulé, les forces fon-
damentales antagonistes, prolétariat
iranien et impérialisme, vont se
heurter de front.

Mossadeh passant sans transition
du pouvoir à la chute, le prolétariat
iranien perd une première passe
d'armes, n'ayant eu le temps
bourgeois à bout de souffle.

Avec le retour au pouvoir des féo-
daux et de l'impérialisme dont ils
sont les valets, la révolution prend
un autre caractère. Elle descend dans
la rue et ne se résoudra que par la
victoire des masses, déharrassées de
la tutelle des bourgeois centristes.

Une épuration extrêmement large
a frappé le sommet du parti et de
l'Etat en Corée du Nord. Elle fut
suscitée par la politique de sou-
mission au Kremlin. Mao-Tse-Toung
et Kim-Ir-Sen comprennent que la
poursuite de la révolution asiatique
ne peut se faire sous la direction des
bureaucrates soviétiques.

Le corps expéditionnaire français
vient d'évacuer le camp retranché de
Na-Sam. La reprise de l'initiative mi-
litaire, dont le bout était de rallier
par des victoires la bourgeoisie fran-
çaise à une politique jusqu'aboutie
s'écroule dans la boue et le sang.

ITALIE

L'ÉCHO DES GRÈVES
FRANÇAISES

Malgré une loi électorale truquée,
les démocrates-chrétiens de Gas-
peri n'ont pu obtenir la majorité ab-
solute qui leur était nécessaire pour
se maintenir après sept années de
politique réactionnaire.

La servilité de Gasperi devant
les exigences politiques et militaires
des alliés a été la cause de sa chute.
exemplaire à suivre à tous les pays du
Pacte Atlantique.

De Gasperi est tombé et Pisicini,
démocrate libéral, a été nommé.
à former un gouvernement sur les
mêmes bases que son prédécesseur.

La bourgeoisie, craignant de dépla-
cer la majorité à droite ou à gauche,
a préféré constituer un gouverne-
ment de « techniciens » soi-disant
apolitique, centré sur les démocra-
tiques.

La constitution de ce « gouverne-
ment de vacances » par Pella rapelle
par bien des côtés celle du gouverne-
ment Laniel.

La chute des gouvernements de
Gasperi en Italie et celle de Mayer
en France est due en grande partie
au fait que ces deux pays supportent
des charges « atlantiques » trop
lourdes pour leurs économies déla-
brées et leurs bourgeoisies impuis-
santes.

Laniel a eu les pleins pouvoirs sur
lesquels Mayer est tombé et Pella a
remis en place un cabinet démocra-
tique. Mais Laniel n'a obtenu l'accord
de la Chambre que parce qu'il était
un inconnu et Pella un « technicien »
pour le gouvernement de vacances.

Mais il ne s'arrête pas la similitu-
de des situations italienne et française.
Au contraire, cette similitude se
prolonge dans le mouvement de grève
des usines qui s'étend en Italie comme
l'écho de celui qui en France a atteint
les dimensions d'un événement histo-
rique.

DALNY.

DISCOURS MALENKOV. PRIORITE AU COMMERCE STALINE

MALENKOV-LE-PETIT a fait son
apparition au Soviet su-
prême de l'U.R.S.S., sanglé
jusqu'au menton dans la vareuse à
double fermeture, réincarnation tragi-
comique de son défunt maître. Son
ambition est d'incarner le défenseur
et l'arbitre suprême des privilèges de
la bureaucratie, poste resté vacant
depuis la liquidation de Staline.

Malenkov ne défend le pouvoir
que depuis son coup d'Etat de juillet
ne fut qu'un otage sans pouvoir ef-
fectif dans une direction dominée
par Bériia, l'appareil personnel de
Staline, dont il fut l'un des princi-
aux rouages, et dont il détenait tous
les contrôles, était alors réduit à
l'impulsion et à la voix de son ma-
ître, Malenkov « libéré » du Secré-
tariat du Parti, igné, arrêté, Mel-
nikov et d'autres limogés; l'épuration
allait son train.

Ainsi, la bureaucratie de l'U.R.S.S.
continue de se déchirer. Après des
années d'apparente stabilité elle en-
tre dans une crise intense, définitive,
marquée de retournements convul-
sifs.

— au XIX congrès, Staline procé-
dait à une nouvelle vague de procès
sanglants, dont Bériia doit être la
première victime ;
— au début de mars, Bériia, avec
l'appui de dirigeants impopulaires et
complétement d'un Malenkov trem-
blant de peur, liquide Staline ;
— en juillet, Malenkov, grâce à
l'intervention de l'armée, liquide Bériia,
détruit les larges appuis dont il
disposait et renoue avec la ligne Sta-
line.

Ces épisodes dramatiques sont
l'expression des conflits politiques
qui déchirent la bureaucratie sovié-
tique.

La bureaucratie a établi sa domi-
nation en U.R.S.S. sur la base d'un
équilibre entre les classes : bourgeoisie
et prolétariat.

L'ampleur du développement de la
lutte des classes dans le monde, la
menace de guerre, les victoires de la
révolution en Asie, le mécontente-
ment des masses soviétiques poussé
à l'extrême les contradictions inhé-
rentes à la caste parasitaire des bu-
reaucrates, donne naissance à des
réactions et tendances politiques in-
conciliables, font voler en éclat l'ap-
parent monolithisme de l'Etat stali-
nien.

Les discours de Malenkov au Soviet
suprême exprime le sens du tournant
politique effectué avec l'arrestation
(ou l'assassinat ?) de Bériia.

PRIORITE A L'INDUSTRIE LOURDE

Pendant les cinq mois de l'ère Bé-
ria, d'importantes mesures ont été
amorcées dans le domaine des prix
et des privilèges. L'Etat avait tenté
d'accroître la consommation des mas-
ses ouvrières. A l'inverse de Staline
(défenseur ardent de l'inégalité et
des privilèges), l'Etat bureaucratique
dirigé par Bériia cherchait à apaiser
par ces concessions le mécontente-
ment des masses soviétiques. A l'in-
verse de Staline, qui avait toujours
pensé que sa propre sécurité à l'inté-
rieur, et la défense même des privilèges,
mais également la productivité de
l'U.R.S.S. et les capacités de résistan-
ce à la menace de l'impérialisme, né-
cessaient l'élevation du niveau de
vie et de culture des citoyens sovié-
tiques.

Au Soviet suprême, Malenkov
réaffirme hautement les principes
staliniens, de la planification par
l'Etat, de la bureaucratie croissant sa
haine de privilèges contre les
« trotskystes » et les « capitalistes »
agents de l'impérialisme, et qui sau-
raient le bureaucrate, craignant sa
place des dirigeants qui apparais-
sient comme moins hostiles aux
justes revendications nationales des
peuples de ces républiques. L'affaire
la plus retentissante fut la destitu-
tion du despote qui régnait sur
l'Ukraine, le secrétaire général, Mel-
nikov; mais dans presque toutes
les républiques la même opération
avait été réalisée.

Le premier souci de Malenkov a
été de destituer, d'emprisonner ces
nouvelles directions nommées par
Bériia et de rétablir la poignée de fer
de la bureaucratie soviétique sur
les peuples de l'Ukraine, de Géor-
gie, de Biélorussie, des républiques
baïles, etc.

Malenkov renoue complètement
avec la politique chavine et oppres-
sive de Staline dans la question na-
tionale.

LIBERALISATION
OU RENFORCEMENT DE L'ETAT.

Sous l'ère Bériia, une série de
mesures furent prises pour limiter
l'écroulement contraire à la ligne
et à la police. Le pouvoir stali-
nien tenta de trouver un appui dans
les masses. La fabrication de procès
basés sur des aveux extorqués fut
réduite des trois quarts. Des modifi-
cations du système juridique et
pénitentiaire furent amorcées. Les
campagnes racistes favorisées par
Staline furent interrompues.

La presse soviétique fut modifi-
fiée dans le sens d'une informa-
tion plus large des citoyens et de
l'Etat. La critique des tendances
discussées des problèmes de politique
générale fut tolérée et même recom-
mandée aux assemblées d'usines.

Autour de ces principes, le
contre-pied de cette orientation et
proclame que la tâche primordiale
est le renforcement de l'Etat. Il
veut dire le renforcement de la con-
trainte et de la terreur bureaucra-
tique sur les masses.

C'est le retour à Staline.
Il remet en marche le procès tru-
qué que Staline préparait contre
Bériia. Au delà de Bériia, il voulait

MALENKOV. PRIORITE AU COMMERCE STALINE

frapper les aspirations des masses
soviétiques et les opposants.
C'est le retour aux sanglants pro-
cès staliniens de 1936-1938; l'objec-
tif étant de museler le parti et les
masses.

DIRECTION COLLECTIVE
OU CULTE DU CHEF

L'ère Bériia fut marquée par la dé-
nonciation du culte du chef et par
l'adoption d'un principe de direc-
tion collective. Utilisant le système
stalinien bien connu, Malenkov accu-
se aujourd'hui Bériia d'avoir été le
seul obstacle dans son chemin en ces
me temps il se fait acclamer comme
le maître incontesté devant qui cha-
cun tremble pour sa tête !
Malenkov réédite son patron Sta-
line...

LA QUESTION NATIONALE

Pour élargir les assises de l'équi-
libre bureaucratique venue au pou-
voir, Bériia avait liquidé toute
une série de bureaucrates instau-
rés par Staline, et les partis et répu-
bliques nationales et mis à leur
place des dirigeants qui apparais-
sient comme moins hostiles aux
justes revendications nationales des
peuples de ces républiques. L'affaire
la plus retentissante fut la destitu-
tion du despote qui régnait sur
l'Ukraine, le secrétaire général, Mel-
nikov; mais dans presque toutes
les républiques la même opération
avait été réalisée.

Le premier souci de Malenkov a
été de destituer, d'emprisonner ces
nouvelles directions nommées par
Bériia et de rétablir la poignée de fer
de la bureaucratie soviétique sur
les peuples de l'Ukraine, de Géor-
gie, de Biélorussie, des républiques
baïles, etc.

Malenkov renoue complètement
avec la politique chavine et oppres-
sive de Staline dans la question na-
tionale.

RETOUR A LA POLITIQUE
ALLEMANDE DE STALINE

En politique internationale, Malen-
kov abandonne toute ligne concrète
d'unification allemande : « Les orga-
nismes de la provocation de Ber-
lin, dit-il, avaient en vue d'écraser
les forces démocratiques d'Allema-
gne, de détruire la République démo-
cratique allemande, piller des forces
pacifiques du peuple allemand », etc.

Autrement dit, il revient à
la politique de Potsdam, celle de
la division de l'Allemagne, contre la
volonté des travailleurs de toute l'Al-
lemagne, celle de la répression mili-
taire, celle de la répression sanglan-
te contre le prolétariat allemand.

En même temps il offre à la bour-
geoisie allemande un marché sacré
contre l'ennemi héréditaire allemand.
Sa ligne contre-révolutionnaire est
braquée contre le mouvement éman-
cipateur des prolétaires allemands et
français.

MAIS LA CHINE
N'EST PLUS CONTROLABLE

La révolution asiatique vient de
montrer à Malenkov la limite de sa
politique : tous les agents de Moscou
au sein de la bureaucratie nord-oc-
cidentale ont été chassés par l'alle qui
a été son sort à la Révolution chinoise.
Malenkov sera de plus en plus im-
puissant à maintenir la tutelle de la
bureaucratie thermidorienne sur la
révolution en marche.

L'AVENIR DE L'U.R.S.S.

En cinq mois les événements ont
mis à jour le visage réel du stali-
nisme et de la bureaucratie de l'U.R.
S.S.

Coupable de concessions aux mas-
ses, l'alle Bériia a payé ou va payer
de son sang la peur que les bureau-
crates thermidoriens ont eu de
voir se relâcher la dictature totali-
taire.

Mais ces cinq mois ont aussi mon-
tré aux masses soviétiques qu'elles
ne peuvent compter que sur elles-
mêmes, sur leur révolution politi-
que, sur le renversement insurrec-
tionnel de la bureaucratie par le pro-
létariat, qui rétablira la démocratie
soviétique et reprendra la marche en
avant vers le socialisme. Bériia, pris-
onnier de son intérêt et de ses liens
bureaucratiques, a été incapable,
non seulement de réaliser des con-
cessions substantielles, mais surtout
de faire approuver l'action des pro-
létaires il a voulu « réorganiser » bu-
reaucratiquement le régime, sans in-
tervention des masses, par des man-
œuvres d'appareil. Ce qui est tombé
est tombé très vite sous les coups
allégués du centre bureaucratique
vieux aux marteaux.

Mais ces cinq mois ont montré
aussi combien est profonde la crise
qui déchire la bureaucratie, combien
est intolérable sa domination, com-
bien est vive la volonté des prolé-
taires d'en finir avec l'oppression et
l'inégalité. Dans les couches inférieu-
res de la bureaucratie, celles qui sont
le plus près du prolétariat, cette
crise doit être à son comble.
Ainsi s'expliquent probablement les
difficultés rencontrées par Malenkov
dans son apparition au Soviet et l'on
l'oblige à retarder de plus d'une
semaine l'annonce de l'arrestation de
Bériia à faire appel à un déploiement
considérable de forces militaires, et
qui exigent maintenant une mise en
place rapide du scénario des vastes
procès que dirigera le général Rudi-
mentov sans avoir été préparés et
de l'extermination des opposants
déplétés.

Malenkov n'est pas au bout de ses
peines, mais ce n'est pas des bureau-
crates « libéraux » qu'il doit craindre
le danger, mais de la Révolution
mondiale, mais des prolétaires sovié-
tiques qui continueront à être opprésés
et réactionnaire de la clique thermi-
dienne.
L'avenir n'est pas à Malenkov, sans
plus qu'à Bériia, à tout autre bu-
reaucrate; il est au prolétariat so-
viétique dressé contre les privilèges,
restaurant la démocratie soviétique
et reprenant sa marche d'avant-garde
de la révolution mondiale.

FAVRE BLEIBTREU.

LIBERATION

de l'équilibre impérialiste par la guerre produit
évolutionnaires par la formation de groupes de
et le pouvoir établi par les bourgeoisies nationales
azies.

E. LEJEUNE

L'Union Soviétique, en 1941, la volonté du pro-
cès conquêtes d'Octobre, renforcé la confiance des
staliniennes,
organisant la majorité de ces groupes armés,
de petite-bourgeoisie, ou les chefs sont souvent élus.
une politique de collaboration de classes, les stali-
nisme et les mouvements de Résistance avec les repré-
sentiants anti-nazi.

devant les armées alliées entraîne la destruction
cités de libération, appuyés sur des groupes armés,
organismes traditionnels,
est populaire dans des limites « raisonnables »,
rriers s'emparent du pouvoir, qu'ils partagent avec
les stali-
de Gaulle, le communiste Maurice Thorez et le
et un gouvernement de compromis entre les classes
de mettre fin à la dualité de pouvoir.
par Maurice Thorez, de remettre les armes aux
liquide toute possibilité de renverser la bourgeoisie.
d'abord » permettra à celle-ci de consolider son
tires staliniens du gouvernement, en 1947, rejette
en butte aux attaques du gouvernement qui tente
politique.

NOUVELLE ETAPE

argé d'affaires de la grosse bourgeoisie profite de
lancer un train de décrets-lois atténuant le niveau
asant que la classe ouvrière resterait apathique.

Et, quelques jours plus tard, quatre millions de grévistes s'opposent au pou-
voir bourgeois.
Jamais le pouvoir bourgeois n'a été si faible en France. Les réquisitions
qui déjà permirent l'écrasement de la grève des cheminots n'ont aucun
effet. Les grévistes n'y répondent pas et aucune sanction n'est prise contre
eux. Qui mieux est, de nombreux policiers refusent de distribuer les ordres
de réquisition.

L'effrénée de la bourgeoisie est telle que la moindre secousse risque
de renverser son gouvernement.
Cette secousse, seule la classe ouvrière pourrait la lui donner. Une nou-
velle fois, un affrontement direct serait fatal au gouvernement. La classe
ouvrière possède la force nécessaire pour balayer la bourgeoisie; après une
période de sept années de division syndicale, en deux semaines l'unité à la
base est devenue effective.

Les classes moyennes sympathisent avec les grévistes, les commerçants
répondent aux appels à la solidarité. La petite bourgeoisie, dont le niveau de
vie diminue sans cesse, se tourne vers le prolétariat.
Les travailleurs qui se sont mis en grève sur des mots d'ordre revendica-
tifs et pour l'abrogation des décrets-lois, veulent renverser Laniel et, par
delà, pose le problème du pouvoir.

Opposés à la bourgeoisie aussi longtemps que l'existence de celle-ci n'est
pas en jeu, les directions staliniennes et social-démocrates ont dans l'obligation
de s'opposer d'autant plus aux désirs des masses que la bourgeoisie est plus
faible et risque d'être submergée par le flot révolutionnaire.

Pour affaiblir le mouvement, les directions s'opposent à toute unité de
sommet, prônant l'unité à la base, alors que celle-ci existe depuis le début
des luttes.

L'ampleur du mouvement est telle, et les possibilités si grandes que les
directions exercent toutes sortes de pressions pour le retarder en tout lieu.
Le fait que les partis ouvriers ne diffèrent guère de celle qu'ils maintiennent dans les
périodes révolutionnaires précédentes.

Ce qui diffère profondément, c'est l'attitude des masses vis-à-vis de ces
directions. L'expérience qu'elles ont accumulé pendant la Résistance et l'après
guerre les rend plus impénétrables aux explications mensongères des directions
Si elles ne sont pas capables de trouver par elles-mêmes les formes et les
bits de la lutte, les solutions révolutionnaires répondent à leurs besoins et
trouvent un terrain culturel favorable.

Après 1953 ouvre une nouvelle période pendant laquelle les masses accé-
deront à un niveau plus élevé de la conscience de classe. Le mouvement ne peut
pas être battu; privé de direction et de programme révolutionnaire, il ne
peut encore renverser la bourgeoisie, mais la prochaine montée à un
niveau plus élevé encore, la période qui s'ouvre doit constituer un terrain
de la direction révolutionnaire qui seule pourra entraîner le prolétariat à
renverser la bourgeoisie et à prendre le pouvoir.

Les coups de bourgeois...

(Suite de la première page.)
dans ces colonnes, le renversement
de la situation en Corée et en son
point de départ dans la politique de
défiance menée sous la direction de
Bériia, après la mort de Staline. Cette
politique donna une base à celle
de Churchill, orientée vers la négocia-
tion d'un compromis général entre
l'impérialisme et la bureaucratie. In-
directement, elle renforça puissam-
ment l'exigence de paix de l'opinion
publique américaine.
Les mac-carthyistes mirent en ac-
tion leur agent Syngmann Rhee,
l'homme des provocations sérieuses.
Rien n'y fit. Les sino-coriéens ne fi-
rent pas un mot de rupture de la
« ligne » des « démocrates » et « ré-
fractaires ». Le gouvernement an-
glais s'émou et l'armistice fut signé.
Les financiers ne sont pas inquiets
d'un tel départ dans la politique
judiciable possible, une pause sans
krach. Mais pour eux, il s'agit bien
d'une pause. Et Syngmann Rhee, le
quand l'armistice fut signé, pour
la reprise, pendant que la presse répé-
tée à tous les échos « l'armistice
n'est pas la paix ».

En même temps les U.S.A. la pause a même
une utilité certaine. Elle peut assu-
rer le passage à une reprise sans les
Nations Unies qui étaient nécessai-
res aux U.S.A. en 1950 pour justifier
l'engagement de la boucherie,
mais sont devenus avec le temps un
fardeau plus qu'une aide. C'est donc
un bon motif en un unique champion de
« la liberté » que les U.S.A. ne
prendront la guerre sainte, s'ils n'en
sont pas empêchés.

A lui seul ce changement est lourd
de signification. Etien que pour les
impérialistes secondaires (France et
Angleterre d'abord) il n'y ait plus
de possibilité de négociation indé-
pendante de celle des U.S.A., les
difficultés les acculent aux revendi-
cations harpueuses et, en fin de
compte, à la crise de tout le sys-
tème.

Ainsi, le gouvernement français, à
demi-renversé manifesté de la mau-
vaise humeur et tente, à la faveur
de l'armistice de Corée, d'obtenir la
permission d'en finir avec la guerre
d'Indochine.

Cette permission ne verra pas.
L'Indochine assure la relève écono-
mique provisoire de la Corée pour la
finance américaine. Et l'empereur
du Japon doit se contenter de son
chef d'Etat, parle haut aux mi-
nistres français qui le mirent au
revoir et révé visiblement d'être le
Syngmann Rhee du Sud.

Les Etats-Unis n'ont donc plus qu'un
allié sûr, non suspect d'activités non-
américaines : le sinistre fantoche
Syngmann Rhee, qui a été nommé
commissaire de la nervosité et les inq-
tudes de Washington. Pourtant, au-
cune marque ne se manifeste d'un
assoupissement de sa part. Les
les plus américains ne semblent pas
encore modifiés par les récents évé-
nements.
La le seront demain.
Le prolétariat, protagoniste que
les impérialistes ne comptent com-
me élément actif dans leurs plans
qui lorsque son armée de l'Indochine
pétueuse, bousverse présentement
la situation de l'Europe. Et rien n'indi-
que que cette poussée ait atteint son
maximum. Tout au contraire. Plus
surs d'eux-mêmes du fait de leur
succès, les prolétaires travaillent à
une unité prolétarienne de l'Europe
qui n'a rien de commun avec celle
des stratèges atlantiques pendant
que les peuples d'Asie poursuivent
sûrement leur progression.
L'avenir s'ouvre largement sur des
perspectives révolutionnaires.

but de la grève générale

DANS une montée irrésistible, la grève générale a embrassé des millions de travailleurs, attiré à elle la sympathie des nouvelles classes moyennes, désorganisé l'appareil d'Etat bourgeois, et pourtant ni le P.S., F.O., la C.G.T. ou le P.C.F. n'ont, à aucun moment, lancé le mot d'ordre: « Chassons Laniel! ». Pourtant, dans tout le pays, dans les meetings et les manifestations, les grévistes criaient leur revendication « A BAS LANIEL! ». Au contraire, les grévistes ont pu entendre leurs principaux responsables déclarer: « L'objectif n'est pas de chasser Laniel aujourd'hui » (Linet, chez Renault). Le mot d'ordre « chasser Laniel » est unifié la grève générale dans un front unique.

L'absence de ce mot d'ordre a entraîné la stratégie des syndicats consistant à paralyser la grève générale, à freiner durant deux jours le déclenchement de la grève Renault, à donner aux militants des directives imprécises et vagues en un mot à canaliser la grève générale dans le cadre du système parlementaire.

NEGOCIATIONS ET DISCUSSIONS SEPARÉES

Mardi 17 août, la grève générale a passé avec succès le cap du lundi. « L'Humanité » a publié pour la première fois un article de Benoit-Frachon à côté d'une lettre envoyée à Laniel par le Bureau Confédéral de la C.G.T., aux fins d'être convoqué par le Président du Conseil. Si, en général, il est correct de discuter avec l'ennemi dans le combat, pour sonder ses intentions, et mieux armer ses propres troupes, dans les conditions présentes du développement de la grève générale, la perspective unique ouverte par Frachon de nouveaux accords Matignon, c'est-à-dire d'accords avec le gouvernement Laniel démolisse les travailleurs, car la grève générale de quatre millions de salariés n'a pas pour objectif principal l'officialisation de la C.G.T. par M. Laniel, mais le renversement de celui-ci, condition indispensable au succès des revendications. « L'Humanité » s'est tue sur cette question durant toute la grève. On constatera, par ailleurs, que ce silence n'a pas rapporté à la C.G.T. « la participation aux discussions ». Pour imposer cet objectif secondaire, il faut ouvertement ouvrir à la grève générale ses perspectives de classe.

UNE DIRECTION UNIQUE A LA GREVE : LE COMITE CENTRAL DE LA GREVE

L'attitude criminelle de F.O. et de la C.F.T.C. qui, depuis le début de la grève, discutent séparément d'avec la C.G.T. n'a été possible que parce qu'aucune des organisations confédérales, y compris la C.G.T., n'a mené campagne pour la direction unique des grèves. En particulier, le Bureau confédéral de la C.G.T. n'a pas proposé au Bureau confédéral de F.O. la constitution du comité national de grève dirigeant la grève générale. Ce n'est qu'après une longue lutte et la pression des postiers que les organisations syndicales postales ont accepté de constituer le comité de coordination régional C.G.T.-F.O.-C.F.T.C. et Autonomes. Mais encore à ce jour, elles refusent à l'Assemblée des comités de grève qui se réunit chaque jour tout pouvoir de décision.

En fait, sur tous les organismes de front unique et de direction unitaire de la grève, la chape de plomb des appareils, y compris celui de la C.G.T., tue toutes les initiatives des masses. La non-mobilisation de ces organismes, voulue par leurs directions, est devenue un terrain favorable sur lequel F.O. et la C.F.T.C. ont pu engager des discussions séparées.

« LENDRE NOTRE GREVE ACTIVE »

C'est ce qu'un ouvrier de chez Renault a demandé à Linet, traduisant la pensée des quatre millions de travailleurs en grève. Les directions confédérales n'ont pas accédé à cette demande. Elles ont voulu une grève « pépère », dispersée, non centralisée. Elles ont voulu une grève aux multiples résolutions des Assemblées de base des comités de grève, sans d'organiser un meeting central des grévistes de la Région parisienne, pour rassembler une force unique de la grève générale. Elles ont fait le silence sur la proposition d'un comité de grève de postiers, qui revendiquait la manifestation de tous les grévistes au Palais de Justice, où les cinq postiers arrêtés étaient jugés lundi dernier. Elles n'ont, à aucun moment, fait la publicité nécessaire aux initiatives des grévistes de Creil qui réquisitionnaient les pommes de terre et manifestaient dans les rues avec le drapeau rouge en tête. La grève générale, les directions syndicales l'ont voulue « passive », en opposition ouverte aux besoins des travailleurs et des militants ouvriers de toute tendance.

Dans les masses s'opère un lent cheminement, qui assimile les leçons de l'expérience. Durant des années, toutes les directions se sont opposées à la grève générale. Les masses ont imposé la grève générale. F.O. ne voulait pas du F.U. Elle fut contrainte d'accepter de fait. Elles imposeront dans l'action à venir leur grève « active », car les travailleurs comprennent que sans « action » leurs revendications essentielles ne peuvent être satisfaites ni le gouvernement bourgeois chassé.

P. L.

LA RATP

Nous voici au huitième jour de grève. En dépit de la trahison des dirigeants du Syndicat Autonome Transilien qui, le 17 août, au lieu de grève invitèrent leurs adhérents à reprendre le travail, la grève tient. Elle s'est même renforcée. Les derniers jours, nombreux conducteurs ont rejoint leurs camarades dans la lutte. Le Syndicat Autonome Ferré qui avait, en même temps que les S.A.T., dans la grève de 24 heures en 24 heures, des résolutions sont votées, réclamant la coordination du mouvement à la R.A.T.P. et, sur le plan national, la constitution d'un Comité Central de grève de toutes les corporations, un meeting monstre de tous les grévistes de la Région Parisienne.

Ceci ne fait que souligner la différence d'attitude entre grévistes et directions syndicales. Tandis que les grévistes réclament des mesures toujours plus avancées, les dirigeants syndicaux se sont encore à reconduire la grève de 24 heures en 24 heures. Alors que la grève de 1951 avait été dirigée par un Comité Central de grève, composé de toutes les directions syndicales, tandis que les grévistes réclament des comités de grève de base, cette fois, il n'y a encore aucune direction collective de la grève. Les syndicats se réunissent tous les jours à 17 heures pour faire le point et prolonger l'action de 24 heures.

Nous sommes arrivés à un moment décisif. Chacun prend de plus en plus conscience des immenses possibilités de ce mouvement et des hésitations des dirigeants. De même, il devient de plus en plus clair que la grève ne doit pas s'immobiliser, mais devenir active, la manifestation de masse devant être la manifestation de masse de tous les grévistes. ST. JUST.

Une résolution RATP-Paris 13^e

Les camarades du METRO-BUS, de toutes organisations syndicales, demandent et exigent que toutes les Fédérations et Confédérations forment un Comité National de Grève immédiatement, exigent et demandent la convocation d'une Assemblée Générale de toute la classe ouvrière de la Région parisienne, c'est-à-dire demain, 16-8-53, pour que toute la classe ouvrière se sente une seule et même force pour défendre et obtenir leurs communes revendications. — Pas de décrets-lois. — Augmentation générale des salaires.

Le 15 août 1953. Voté à l'unanimité à l'inter syndical du XIII^e.

Mardi 18, les travailleurs de chez Renault rentrent à l'usine. Ils attendent tous l'ordre de grève générale des syndicats. Les gars n'ont pas compris les militants ne peuvent répéter au moment ce moment est venu. Les dirigeants syndicaux n'ont fixé aucune directive, aucun mot d'ordre, les militants ne peuvent répéter aux multiples questions que leur posent les travailleurs. Partout, des départements et ateliers débrayant, au 18, à l'AOC, etc.

A midi et demi, Linet et Apostolo font un tour sur la Place Nationale. Ils sont assaillis de questions, un ouvrier leur demande de prendre la parole. Au meeting improvisé, Linet fera un discours ferme n'ouvrant aucune perspective, au contraire. « C'est un mouvement plus large qu'en 36 », dira-t-il, mais nous, chez Renault, on attend la paye, les acomptes, on revient de vacances, on n'a pas le droit de grève, mais on fera ce qu'on peut, les militants ne sont pas là, alors si vous débrayez ici, c'est bien, si vous renvoyez là, après une heure ou 2 heures de grève, c'est bien aussi. Ce qu'il faut c'est de l'aide à 500. Discours glacial d'un dirigeant qui veut sans cesse expliquer ouvertement et qui par ailleurs a mauvaise conscience.

Un gars du Métro prendra la parole et appellera les travailleurs de chez Renault à les rejoindre tout de suite dans l'action. Les 500 présents estimèrent que les gars du Métro, avec les multiples délégations spontanées ou des délégués qui viennent aux nouvelles chez Renault.

Un ouvrier qui s'exprimera en indiquant qu'il était normalement dans une telle situation il y ait des divergences de vue, que Barrière avait des hommes et des mauvaises idées, mais qu'il fallait en discuter.

Le soir, le Conseil Syndical CGT approuve les propositions de Linet, mercredi 19 août, il donnera à la CGT l'ancien par affiches l'ordre de grève et appellent au meeting à 15 heures. La grève chez Renault est effective à 15 heures.

J. BEEVER.

LA MEILLEURE SOLIDARITÉ

Une solidarité active s'organise autour des camarades grévistes. Elle traduit la sympathie que leur lutte soulève, notamment parmi les classes moyennes, durement frappées aussi par la politique de guerre de la bourgeoisie française. C'est une sympathie politique qui se manifeste par la fermeture des boutiques des commerçants, qui se joignent aux cortèges des grévistes (Comité d'Creil).

Ce doit être aussi une solidarité matérielle, comme à Argenteuil, où la municipalité verse cinq millions aux travailleurs en lutte. Des délégations intercorporatives de grévistes doivent se rendre auprès des municipalités et exiger une solidarité en espèces et en nature: temps gratuits, soins médicaux gratuits, lait gratuit, etc.

Mais cette solidarité est bien insuffisante devant l'ampleur de la bataille et ses objectifs hautement politiques.

La meilleure façon d'aider, aujourd'hui, les travailleurs en lutte, c'est de mener le combat jusqu'au renversement de Laniel et à l'abrogation des décrets-lois; c'est la formation d'un Comité national de grève qui dirigera la grève générale illimitée. Ce Comité national de grève doit être Unique de toutes les confédérations syndicales, du Parti Communiste et du Parti Socialiste. C'est aussi l'engagement de la bataille de Front unique la bourgeoisie redoutée à juste titre. Cette solidarité de combat est le gage d'une victoire rapide et décisive.

avaient débrayé. Des gars de l'EDF du bâtiment, sont là.

L'après-midi, livrés à eux mêmes, les dirigeants fuyent les questions. La confusion règne dans les meetings. Des brayages ici, rembrayages là. Tous les travailleurs attendent l'ordre des syndicats et comprennent qu'il ne faut pas faire court-circuit, partir après que la RATP sera rentrée. Les syndicats délibèrent. La situation restera sans changement jusqu'au mercredi dans l'usine avec la même confusion.

Mardi 19. Les cellules trotskystes de chez Renault ont convoqué une Assemblée Générale, Place Nationale, à midi et demi. Plus de 2.000 travailleurs se rassemblent. Le camarade Barrière expliquera que les trotskystes ont pris cette initiative parce que les syndicats étaient muets. Il appellera à la grève et tout de suite. Deux camarades du Métro prendront la parole pour engager les travailleurs à débrayer rapidement. Les 2.000 travailleurs manifesteront leur accord avec cette orientation.

L'après-midi, à l'AOC plusieurs départements se rassemblent dans un meeting et présentent la grève générale tout de suite et le rassemblement dans un meeting, « au feu rouge », de tous les grévistes. Linet tente une diversion en attaquant Barrière sur sa qualité de trotskyste (forte diversion tombera à l'eau, et après avoir à plusieurs reprises formulé des réponses évasives, il déclarera à la fin: « La CGT fera la proposition aux autres syndicats de débrayer dès demain matin et de rassembler un meeting demain à 15 heures »). Il terminera en indiquant qu'il était normalement dans une telle situation il y ait des divergences de vue, que Barrière avait des hommes et des mauvaises idées, mais qu'il fallait en discuter.

Le soir, le Conseil Syndical CGT approuve les propositions de Linet, mercredi 19 août, il donnera à la CGT l'ancien par affiches l'ordre de grève et appellent au meeting à 15 heures. La grève chez Renault est effective à 15 heures.

LA SECONDE GUERRE DE M. BIDAULT

(Suite de la première page.) L'exploiter des populations de son pays avec les décrets-lois, qui tiennent leurs privilèges de leur servilité aux colons.

Les parties prenantes? Juin, d'abord et avant tout, qui sert les intérêts de la bourgeoisie et qui servira ses desseins politiques.

Rarement on a pu voir tant d'hypocrisie, de faiblesses et de sottises intrigues baptisées de grande politique. La France civilisatrice vient d'écrire une nouvelle page de sa glorieuse histoire.

Et maintenant? Maintenant, la parole est aux forces de l'ordre. La police, et ses titulaires, les gendarmes, la gendarmerie et ses titulaires ont le devoir.

Nous l'écrivions au mois de mai: la situation de la France, telle qu'elle est, telle qu'elle ne peut faire la moindre concession, qui, même sur l'accessoire, porte atteinte à ses privilèges. Les Français émigrés d'Indochine ont besoin « d'ordre » et de hauts rendements. Quand on parle de liberté syndicale, ils répondent par les mitrailleries; quand on leur parle de la misère du peuple, ils font donner leurs Juifs, leurs Bidault, et leurs Français.

On cela les mènera-t-il? A une guerre civile, larvée ou ouverte, peut-être. Certainement à un resserrement du peuple français, dirigé par son parti national; certainement aussi à un resserrement de l'unité des partis nationalistes d'Afrique du Nord pour la France. Un front uni de lutte contre l'impérialisme. Le mauvais coup a réussi, mais seulement en apparence. Des souffrances nouvelles ont été infligées au peuple marécain; l'impérialisme ajournera de nouveaux crimes à sa suite, mais ce ne sera que la lente agonie. La lutte des travailleurs français contribuera à sa perte, associée à la lutte unie des peuples du Maghreb.

Les mensonges de la Presse aux ordres

Outre les moyens traditionnels de pression employés par la bourgeoisie (briseurs de grève, armée, police, etc.) et d'inspiration, on montre le degré de pourriture d'une classe pour qui l'arme habituelle est l'utilisation du mensonge.

Les exemples abondent de la falsification des faits par les torchons à la solde du gouvernement. Les Parisiens ont pu se rendre compte de la manière dont on pouvait être « presque normal » assurés par un personnel travaillant à plein.

Le vendredi 21 août, « Paris-Press » et « France-Soir » titrent: « Les postiers ont repris le travail », « fin de la grève aux usines Renault », « Renault, travail à 80 % ».

Quant à la dernière volonté de lutte des 20.000 postiers réunis en un meeting monstre à la bourse du travail le même vendredi 21 août, quand on connaît la situation réelle aux usines Renault, on comprend l'excès des plunitifs de « France-Soir » et « Paris-Press » dont le mot n'est pas encore dit malgré la captulation entoussée de F.O. et C.F.T.C.

Laniel démission

(Suite de la première page.)

Les objectifs de la Grève Générale sont d'une toute autre nature, d'une toute autre portée. Ils visent directement et au cœur le système capitaliste. Quand les forces de classe sont en lutte à ce niveau, quand elles se font face à la Grève Générale et le gouvernement bourgeois s'affrontent, le combat ne peut se dénouer favorablement pour la classe ouvrière, que par la mise en jeu de tout le dispositif de la lutte révolutionnaire.

Aujourd'hui, la mise en jeu de ce dispositif existant, sont refusées à toutes les organisations syndicales C.G.T. et F.O. pour

— la constitution d'un Comité Central des Grèves dirigeant la Grève Générale,

— la constitution par le PS et le PCP, la CGT et F.O., d'un Comité National d'Action, qui s'appuyant sur les travailleurs en lutte, organiserait le combat pour chasser Laniel, et pour imposer un gouvernement d'union des organisations syndicales et politiques de toutes classes.

C'est parce que le PS et le PCP, la CGT et F.O. fixent leurs objectifs dans le cadre de la stratégie parlementaire, qu'ils se refusent à exécuter ces pas en avant que les travailleurs désirent. C'est parce que les dirigeants ouvriers n'ont pas donné l'ordre de la grève générale à toutes les corporations, ont incité la Grève Générale, n'ont pas constitué la direction unique des grèves, ou discutent séparément, comme F.O., n'ont pas ouvertement fixé l'objectif du mouvement: chasser Laniel dans la lutte de masse, et c'est là le plus important, ces objectifs sont maintenant ouvertement posés dans la conscience des masses. De 1945 à août 1953, malgré les directions officielles les travailleurs, dans de grandes actions, ont préparé la Grève Générale. En août 1953 ils ont réalisé la Grève Générale, et la lame de fond qui a embrassé 4 millions de travailleurs, ouvre une nouvelle période dans la lutte de classe, où la classe ouvrière organisera ses actions pour chasser le gouvernement bourgeois et imposer son gouvernement.

Fortes poussées des Postiers sur les directions syndicales

(Suite de la première page.)

INSUFFISANCE ET BUREAUCRATIE

DE LA DIRECTION DE LA GREVE. Les militants de toutes tendances réclament la constitution d'une direction unique de cette lutte. Les dirigeants, non seulement à la formation d'un Comité National de Grève, élu par les comités locaux. Ils adoptent une solution intermédiaire et plus réaliste, la constitution d'un Comité régional de coordination, qui peut être une préfiguration de la direction nationale unique avec laquelle se déclarent d'accord la C.G.T., la C.F.T.C. et la F.N.S.A., mais qui ne laisse aux délégués des comités de grève qu'une voix consultative. Ainsi, malgré leurs interventions, les délégués de base sont loin de diriger directement la lutte. C'est là la faiblesse essentielle du mouvement, malgré l'unité des revendications prises au sein du Comité de Coordination. Le problème de la direction nationale unique (C.N.G.), réclamée quasi-unaniment, trouve sa solution dans le fonctionnement démocratique d'une Assemblée des comités de grève, souveraine dans ses décisions.

LA VOLONTE DE COMBAT SE HEURTE AU REFORMISME

Cette grève illimitée, unique dans l'histoire de la France, dénote une volonté de combat extraordinaire. Elle s'étend aux cadres, aux agents des directions, pourtant soumis aux pressions des hauts administrateurs. Elle résiste aux réquisitions, aux mesures de suspension prises par l'administration à l'égard du cadre-A, jusqu'au titre d'Inspecteur-adjuit. Elle se moque de la présence des cars de files et de C.R.S. au meeting du lundi 17. Elle manifeste toute son ampleur et sa volonté aux meetings monstres convoqués quotidiennement à la Bourse du Travail: 8.000, puis 10.000, puis 15.000 postiers présents. Les grévistes dépassent le cadre étroit de leurs activités au sein des comités locaux. Dans les banlieues nord, sud, ouest, ils se groupent et coordonnent leur travail. En de mul-

Postiers sur les directions syndicales

tiples localités et arrondissements de Paris, ils constituent des comités de grévistes de toutes corporations, tiennent des réunions, des meetings, exigent des services, les part des municipalités (vote d'un crédit de 5 millions aux grévistes par le Conseil Municipal d'Argenteuil).

A l'Assemblée générale des comités de grève, placée sous la présidence du comité régional de coordination, les délégués interviennent de plus en plus fréquemment. Ils ont la nécessité de porter un coup plus fort à Laniel, qui rompt les contacts avec F.O. et la C.F.T.C. Nous devons manifester au ministère, au Palais de Justice! « Les gars de Paris-Central deviennent nerveux, ils vont faire débrayer le ministre ». « Front unique des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière! ».

Mais face à cette volonté de lutte enthousiaste, à ce foulement d'activités, à ce combat unanime de classe contre l'Etat bourgeois, les dirigeants syndicaux ne parlent aux meetings quotidiens au nom de leurs fédérations n'expriment pas clairement les objectifs qui correspondent à la situation, les réquisitions, les suspensions, les condamnations, toutes les illégalités... cela porte des noms: Laniel et Reynaud. Mais l'année de la guerre aux syndicats, ceux-ci continuent à entretenir l'illusion que des pourparlers seraient possibles, que le gouvernement pourrait être amené à absolument contraires au contenu de la demande de convocation du Parlement réclamée pourtant par les militants. Les décrets-lois, les réquisitions, le jugement de Laniel et sa chute.

Oui, nous devons imposer à Laniel l'entrevue avec les responsables des quatre syndicats ensemble. Les deux moyens, y compris par des manifestations de masse au ministère. Et là il faut faire vite, car la grève peut pourrir comme Laniel l'écoump. Mais il n'y a pas d'alternative, il n'y a que la seule tâche est de dire: « A bas Laniel et ses décrets »; « Convocation immédiate du Parlement »; « Gouvernement d'union ouvrière,

pour la satisfaction des revendications des travailleurs en lutte!

LE REGROUPEMENT INDISPENSABLE

Aujourd'hui, la grève des postiers et des autres corporations dans la classe décisive. Les militants qui expriment la nécessité du front unique et de la lutte pour mettre bas Laniel et ses décrets-lois, ont le devoir de grouper d'unir pour définir une orientation et une tactique claires. Les directions syndicales iront dans leur sens s'ils savent faire triompher la démocratie ouvrière au sein des assemblées des comités de grève.

Elles seront, notamment, contraintes, y compris la F.S.P.O., liée par des décisions de Congrès, de constituer la direction unique de la grève des postiers, l'un des facteurs décisifs de la victoire.

Après l'ordre criminel de reprise du travail donné par les CETC et FO, la base des Postiers a renoué son combat. Les militants responsables CETC ont mis publiquement en accusation leur direction et ont constitué un bureau provisoire dirigé par une direction traitée démissionnaire.

Le Comité de coordination des Postiers et l'Assemblée des Comités de grève ont décidé de tenir un Congrès des Comités de grève, le dimanche 23 août. Ainsi les Postiers font la démonstration que leur direction démissionnaire ne peut se faire échouer toute tentative de dirigeants de trahir la grève. C'est démentir la justification des postiers des Postiers qui s'alignent un Comité de coordination de Fédérations Postales en grève.

Le Congrès des Comités de grève convoqué par le Comité National de Grève pour diriger la lutte jusqu'à la victoire.

G. MOUGARD.

Le gérant: Fontanel.

Imprimerie S.P.I. 4, rue Saulnier, Paris